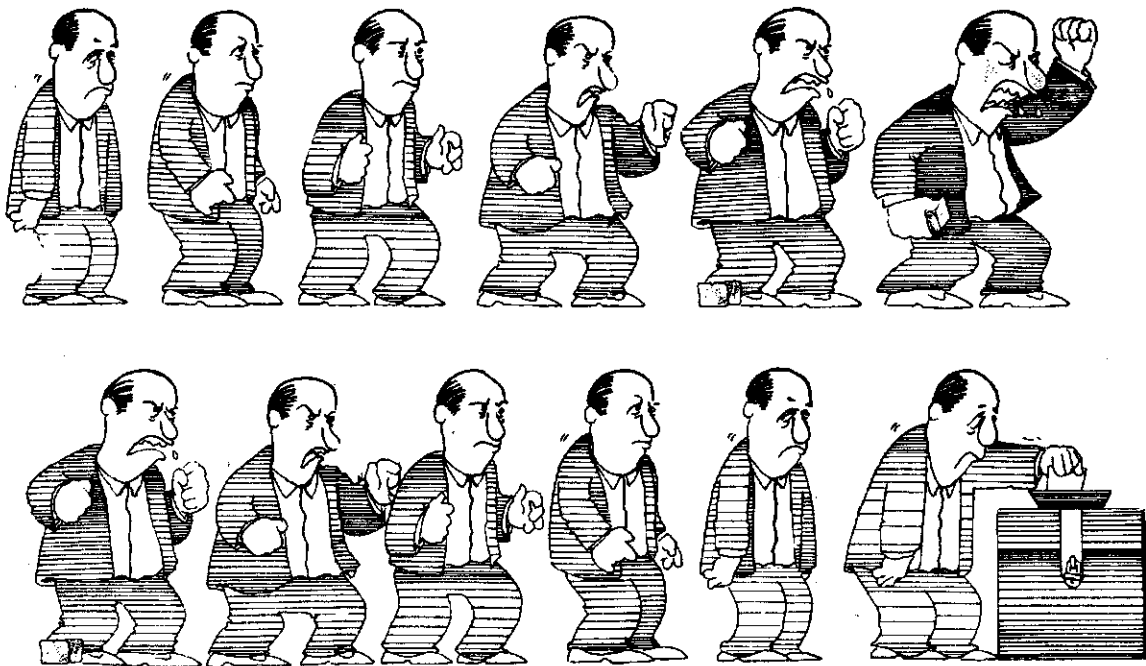




social-démocratie :

la suède

par Colette Chatillon.



Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un comité de travail du Centre de Formation Populaire, mis sur pied en avril 1977.

Nous désirons remercier tous les membres de ce comité qui ont travaillé de façon assidue pendant un an.

Le document que nous publions constitue une étude soignée d'un type européen de social-démocratie à partir de laquelle nous pouvons mieux comprendre le sens ou la portée de certaines mesures gouvernementales et tirer des enseignements pour notre action dans nos milieux respectifs.

Le C.F.P.



social-démocratie

la suède

par Colette Chatillon

Ce dossier a été produit dans le cadre du comité d'étude sur la social-démocratie du CFP. Je remercie toutes les personnes qui ont apporté leur contribution au dossier par leurs critiques, leurs commentaires ou leur appui technique.

Colette Chatillon
février 1978

1

INTRODUCTION

7

2

QU'EST-CE QUE LA SUÈDE ?

9

1. Richesses naturelles et main-d'oeuvre 9
2. Tableau comparé de la population active 9
3. Le Capital suédois 9
4. Niveau de vie des Suédois10
5. Le mouvement syndical11
6. L'État et les partis politiques11

3

ORIGINE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIAL—DÉMOCRATIE

13

1. Le poids de l'histoire en Suède13
2. Les origines du parti social-démocrate :
formation de la classe ouvrière suédoise13
3. Pénétration des idées socialistes13
4. Fondation du parti social-démocrate14
5. Transformation de la doctrine sociale-démocrate ...14

4

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU POUVOIR: 1932-1976

17

1. Le parti social-démocrate17
2. L'exercice du pouvoir transforme la doctrine du parti . 17
3. Les sociaux-démocrates et la crise17
4. Face à la bourgeoisie, le parti
social-démocrate définit son rôle18
5. Les accords de Salsjobaden, 1938, et ses suites :
mise en place de la concertation18
6. Les comités d'entreprise19
7. Les accords nationaux19
8. L'ordre règne dans l'usine19
9. Les contradictions de l'économie suédoise20
10. Le parti social-démocrate : coincé entre
les intérêts des patrons et ceux des travailleurs21

5

1969-1976: CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN SUÈDE

23

1. Conditions de vie des travailleurs 23
2. Politique sociale 23
3. Salaire 23
4. Inflation 23
5. Le mouvement syndical se radicalise 23
6. La réponse des sociaux-démocrates :
un nouveau contrat social 24
7. Nouvelle charge des syndicats :
lutte contre le droit de gérance des patrons 25
8. Débat sur le socialisme en Suède 25

6

1976: BILAN DES RÉLISATIONS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

27

1. Le socialisme « à la suédoise »...? 27
2. La politique de plein emploi :
pivot de la social-démocratie 27
3. Ces mesures n'attaquent pas la cause du chômage .28
4. La Suède n'est pas encore un paradis social 28
5. La politique fiscale des sociaux-démocrates :
le mythe de la redistribution de la richesse 29
6. Ecart entre les objectifs officiels et la réalité 29
7. Démocratie politique et politique
extérieure des sociaux-démocrates 29
8. La politique de neutralité 29
9. Une politique « d'aide aux petits pays » 30

7

**DÉFAITE DES
SOCIAUX-DÉMOCRATES ET
COALITION BOURGEOISE AU POUVOIR**

- 1. Les conditions de la défaite31
- 2. Tensions contradictoires au sein du parti31
- 3. Offensive des partis de droite31
- 4. La coalition des 3 partis au pouvoir: le programme .32
- 5. Les divisions internes32
- 6. Détérioration des conditions économiques.....32
- 7. Offensive des capitalistes
contre le mouvement ouvrier33
- 8. Bilan d'un an de pouvoir33

8

CONCLUSION 35

- 1. La lutte des classes existe-t-elle en Suède?35
- 2. Rien n'est jamais acquis dans le système capitaliste .35
- 3. Une nouvelle étape dans la lutte des classes36

9

**TABLEAU I:
HISTOIRE POLITIQUE EN SUÈDE** 37

10

**TABLEAU II:
TABLEAU DES REVENUS EN SUÈDE** 39

11

BIBLIOGRAPHIE 41

1

INTRODUCTION

La Suède est à la mode... Peut-être un peu moins depuis la défaite en septembre 76 du gouvernement social-démocrate d'Olof Palme, car cet événement a porté un dur coup à l'image de la social-démocratie suédoise.

Cependant, au Québec, une nouvelle conjoncture politique, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, a pour effet de redonner à l'expérience suédoise toute son actualité. R. Lévesque, qui prétend avoir horreur des étiquettes, se définit volontiers comme un social-démocrate à la suédoise. Claude Forget (ex-ministre libéral du MAS) confie que le Parti libéral partage les grands objectifs de la social-démocratie. Le N.P.D. veut défendre les principes de la social-démocratie, etc.(1)

Nul doute que le gouvernement du Québec ait l'intention de s'inspirer du « modèle suédois » : pas moins de 35 délégations officielles du Parti québécois ont effectué un voyage d'étude en Suède l'année dernière.(2) Un certain nombre de syndicalistes, dont Jean Gérin-Lajoie, ont également poussé leur enquête de ce côté. Mentionnons que les liens vitaux qui unissent le mouvement syndical au parti social-démocrate constituent un élément-clé dans la compréhension de l'expérience suédoise.

Le socialisme à la suédoise fait rêver les sociaux-démocrates canadiens et québécois, alors que l'application de la politique de concertation entre patrons et syndicats, la « paix sociale et industrielle » fascine les capitalistes de tout acabit. Alors la Suède, qu'est-ce que c'est ? Un paradis social ? L'avant-garde de la libération sexuelle ? Un pays égalitaire où la lutte des classes est reléguée aux boules-à-mites ? Pas de grèves en Suède ? Le plus haut taux de suicide au monde ? On ne connaît malheureusement de la Suède que les mythes qui l'entourent, et diverses forces politiques au Canada et au Québec cherchent à récupérer à leur profit l'expérience suédoise.

Le mouvement ouvrier québécois a tout avantage à être très vigilant et à s'instruire sur le rôle politique de la social-démocratie, en se servant des exemples que nous fournit l'histoire.

Quel est le vrai portrait de la Suède ? Quel rôle la social-démocratie y a-t-elle joué ? Quelles leçons peuvent tirer les travailleurs québécois de l'expérience du mouvement ouvrier suédois ?

Ce petit dossier veut contribuer à ce débat en apportant quelques éléments d'information et d'analyse sur le développement économique de la Suède, l'évolution et la confrontation des différentes forces politiques, la vie et la place des travailleurs suédois dans tout cela. L'expérience politique de la Suède se présente à nous à la lumière des derniers événements (la crise économique, le renversement du gouvernement social-démocrate au pouvoir depuis 44 ans, la récente évolution du mouvement syndical), comme un miroir grossissant où on peut mieux voir les difficultés et le caractère illusoire des politiques suivies par les sociaux-démocrates pour surmonter ou anéantir les contradictions propres au système capitaliste.

(1) Déclarations tirées de l'émission radiophonique « L'Econothèque » du 8 octobre 1977 à Radio-Canada. Sujet de l'émission : *Rencontre avec Olof Palme*.

(2) Clark Gerald, « *Why Sweden is not the model* », dans le *Montreal Star*, 28 janvier, 1978, section C., p. 1.

2

QU'EST-CE QUE LA SUÈDE ?

1. Richesses naturelles et main-d'oeuvre

La Suède, c'est d'abord un pays dont la superficie est à peu près 3 fois inférieure à celle du Québec. C'est un pays nordique : la moitié du pays est couverte de forêts (une fortune !), un dixième est formé de lacs qui constituent un attrait touristique important, un autre dixième est cultivable, mais pas totalement cultivé.

Le sous-sol suédois contient un minerai de fer de haute qualité, dont les réserves pourraient durer 150 ans. La Suède est totalement dépendante des marchés extérieurs pour le pétrole et le charbon, mais elle possède un potentiel hydro-électrique considérable. Les ressources naturelles telles le fer, le bois, l'énergie hydro-électrique, ont joué un rôle important dans l'économie suédoise.

En 1971, la population atteint 8,000,000 d'habitants, et la population active regroupe 48.7% de la population totale, soit 2,450,000 hommes et 1,450,000 femmes.

2. Tableau comparé de la population active

	Suède :	Québec :
	1968 ⁽³⁾	1977 ⁽⁴⁾
• agriculture	9%	2.9%
• industrie, bâtiment, mines, forêts	41%	30.1%
• transport, commerce	23%	25.5%
• administration, services, professions	27%	41.5%

Même si le taux de chômage des dix dernières années est très faible (entre 1.2 et 2%), le patronat suédois importe de la main-d'oeuvre étrangère : en 1968, on compte 177,500 travailleurs étrangers, dont 75,000 Finlandais. Depuis 1 an, l'immigration est plus difficile en Suède, à cause des effets de la crise économique (chômage).

3. Le Capital suédois

L'économie suédoise a connu une période de prospérité remarquable de 1940 à 1970 : en 30 ans, le PNB a été multiplié par 12. Certaines circonstances expliquent le rapide mouvement de concentration et de fusion des entreprises suédoises et leur prospérité après les années 40. Depuis les années 70 cependant, celles-ci rencontrent de sérieuses difficultés à cause des répercussions de la crise économique mondiale.

Examinons quelques-unes des conditions qui ont façonné l'économie suédoise : Premièrement, la Suède s'est engagée tard dans la voie de l'industrialisation. En 1940, 30% de sa population vivait encore de l'agriculture. L'industrie bénéficie donc d'équipements « modernes » comparés aux vieux pays (Angleterre, Allemagne, France).

La Suède s'est ensuite épargné par sa politique de neutralité les désastres de la IIe guerre, tout en retirant des profits énormes de ses échanges commerciaux, y compris avec l'Allemagne nazie. Elle bénéficiait de matières premières très en demande à l'époque (le fer).

(3) Arnault, Jacques, *Le Socialisme suédois*, Editions Sociales, Paris, 1970, p. 6.

(4) *La population active*, décembre 1977, Statistique Canada

Nous verrons également comment la social-démocratie a contribué à la prospérité du capital suédois en établissant des accords de concertation entre patrons et syndicats, assurant ainsi une «paix industrielle» durable.

Arrivés tard sur la scène du marché international, les patrons suédois ont dû, pour résister à la concurrence et se faire une place sous le soleil capitaliste orienter l'économie en fonction d'une production spécialisée et dite «de pointe», ce qui caractérise encore l'économie du pays. Maintenant, 17 gros monopoles dominent l'économie : voitures (Volvo), constructions électriques (ASEA), téléphone (Ericson), appareils ménagers (Electrolux), etc.

Le caractère impérialiste du grand capital financier suédois constitue une autre réponse des patrons suédois à la concurrence internationale. Beaucoup de grandes firmes ne conservent dans le pays que les bureaux d'étude, les laboratoires, les services de recherche et les services administratifs et comptables, et transfèrent à l'extérieur toute la production (en Afrique du Sud, au Chili, au Brésil ou au Libéria par exemple).

Une Confédération du Patronat (SAF) regroupe, en Suède, à peu près 24,500 employeurs totalisant 1,100,000 employés. A l'intérieur de cette puissante Confédération, ce sont les 16 ou 17 groupes monopolistes, d'ailleurs liés les uns aux autres, qui mènent le bal. On rapporte que les familles Wallenberg, Wehtje, Johnson, Bonnier et Brostrom constituent les 5 doigts de la main de fer du grand capital financier suédois.⁽⁵⁾

Jusqu'ici, ça ne ressemble guère à une société socialiste ! En effet, en Suède, la **propriété privée** des moyens de production est la forme principale et non contestée de l'économie. Le secteur économique d'Etat est assez insignifiant. Il fournit moins de 5% du produit national total et occupe, en 1970, 5.5% des salariés de l'industrie et du commerce. Il comprend les services publics, (transport et communications), l'extraction minière à 80% et quelques entreprises d'importance secondaire (métallurgie, bois). A l'exception de quelques aciéries du nord de la Suède, créées en 1940 pour lutter contre le chômage, les entreprises d'Etat existantes ont été mises sur pied à la fin du XIXe siècle par des gouvernements «conservateurs»... Plusieurs entreprises d'Etat adhéraient même à la SAF. Le secteur coopératif, lui, ne rejoint que 25,000 salariés de l'industrie alimentaire, et compte quelques entreprises dans la transformation du bois. C'est donc le **système de production capitaliste qui domine incontestablement en Suède.**

4. Niveau de vie des Suédois

En 1970, le PNB, réparti à l'ensemble de la population, plaçait la Suède aussitôt derrière les U.S.A. pour ce qui est du niveau de vie. Dans la réalité, même si l'ensemble des travailleurs suédois a les salaires les plus élevés au monde⁽⁶⁾ (avant les U.S.A. et l'Allemagne), la richesse nationale est loin d'être distribuée également dans la population, et les conditions de vie des travailleurs, avec une inflation de 12 à 13% en 1977 se comparent sur beaucoup de points avec celles des Québécois.

Le coût de la vie est actuellement très élevé en Suède. Un trajet en taxi qui coûterait \$2.00 à Montréal en coûterait \$6.00 à Stockholm. On raconte que cette ville est maintenant la plus dispendieuse d'Europe⁽⁷⁾. Un indice du coût de la vie est le travail salarié des femmes : 60% des femmes mariées, en Suède, travaillent à l'extérieur, en grande partie pour boucler le budget familial. Au Québec, en 1971, 28 à 30% seulement des femmes mariées avaient accès au marché du travail⁽⁸⁾.

(5) *Le Paradis Suédois*, Lager Fritjof dans la revue «Révolution québécoise», #4, 1964, p. 46

(6) Asman, Benny, *L'usure du nouveau gouvernement*, dans la revue *Imprecor* 23 juin 1977, p.18

(7) Clark, Gerald, *op. cit.*

(8) *La lutte des femmes, combat de tous les travailleurs*, comité de la condition féminine CSN, juin 1976 (document 4), p. 25

5. Le mouvement syndical

La « richesse nationale » suédoise n'est pas tombée des nues ! Un dirigeant du patronat suédois rend ici hommage au grand « partenaire économique » qu'est le mouvement syndical : « Le mouvement syndical suédois est unique au monde, unifié, excellent. Il a été extrêmement favorable à la productivité ». (9)

Le secrétaire général de la Confédération générale du travail, la L.O., n'hésitait pas à déclarer, en 1938 :

« Dans le régime capitaliste actuel, la L.O. estime qu'il faut laisser aux patrons, responsables de la vie économique, toutes leurs responsabilités (...) La poursuite de la disparition du salariat n'est pas dans les statuts de la L.O., mais elle figure dans ceux de certaines fédérations. (La L.O. met en garde les travailleurs contre toute tactique qui aboutirait) à réduire la capacité générale de production des industries. Car la condition première pour que la situation économique des travailleurs puisse s'améliorer est que le travail ait une productivité suffisante ». (10)

90 à 95% des ouvriers sont affiliés à la L.O. qui compte en 1974, 1,700,000 membres répartis dans 24 unions. La cotisation perçue par l'employeur varie de \$8.80 à \$11.00 par mois en 1974, fonds de grève compris. La L.O. est très riche. Etant donné l'absence de grèves de grande ampleur, les fonds accumulés sont considérables. Par l'entremise de la Banque Suédoise d'Investissement, créée en 1967, la L.O. souhaite intervenir activement sur la scène économique en achetant des actions des grandes entreprises.

En 1974, un des dirigeants de la L.O. s'exprimait ainsi :

« Nous misons sur la concertation. Les classes se nivellent, leur lutte est beaucoup moins aiguë qu'il y a trente ans et il n'est plus nécessaire de faire la guerre au patronat ; d'ailleurs la révolution, c'est démodé!... (11)

Nous verrons que depuis, la crise économique aidant, la L.O. a déchanté sur les mérites de la concertation.

Conformément à la tradition, de très nombreux syndicats de la L.O. sont affiliés collectivement et cotisent au Parti social-démocrate. A côté de la L.O., existe une Confédération générale des fonctionnaires et employés de Suède (TCO) qui compte 505,000 membres et une Confédération des universitaires de Suède (SACO), 99,000 membres. Cette dernière a appuyé activement la coalition des 3 partis bourgeois élue aux dernières élections de septembre 76.

6. L'État et les partis politiques

La Suède a une monarchie constitutionnelle avec un gouvernement de type parlementaire. Le roi tient essentiellement un rôle de représentation. Tout Suédois, à sa naissance, appartient à l'Eglise d'Etat, de confession luthérienne. Depuis 1952, on peut sortir de l'Eglise en en faisant la demande. Dans la réalité, la pratique religieuse populaire est très faible, 2 à 3%. Cette Eglise d'Etat n'est qu'un vestige de l'histoire.

(9) Maschino Maurice et M'rabet Fadéla, *La Suède : modèle de démocratie ?*, dans *Le Monde Diplomatique*, déc. 1974, p. 14

(10) Lefranc, Georges, *Le Socialisme réformiste*, PUF, Paris, 1971, p. 96-97

(11) Maschino, Maurice, *op. cit.*

A partir de la réforme de 1970, le parlement ne compte qu'une chambre (au lieu de deux) de 350 députés. Depuis plus de 30 ans, 5 partis politiques sont représentés au parlement. Ils reçoivent des subventions de l'Etat et des communes (municipalités) selon le nombre des mandats électifs qu'ils obtiennent. Le parti conservateur, le parti du centre et le parti du peuple (anciennement le parti libéral) ont formé la coalition de droite, aux dernières élections de septembre 1976, pour affronter le bloc des partis social-démocrate et communiste.

Dressons au passage le tableau des partis composant la coalition bourgeoise. Le parti conservateur est actuellement le représentant des grands industriels et des banquiers ; les racines du parti plongent dans les couches de la vieille aristocratie politique et militaire.

Le parti du centre était, à l'origine, une force exclusivement liée au milieu rural : il se nommait d'ailleurs le parti paysan. Avec l'urbanisation accélérée des années 60, ce parti dut attirer de nouvelles couches sociales. Le changement de nom traduit cet effort. Grâce à une démagogie contre la centralisation, la bureaucratisation et les centrales nucléaires, il capta une importante base électorale dans les villes. Sa popularité n'a cessé de croître depuis 1968, ses scores électoraux passant de 15.7% à 24.1% en 1976. L'actuel premier ministre de Suède, Torbjorn Falldin, lui-même éleveur de moutons, est le dirigeant du parti du centre.

Durant des décennies, le parti du peuple (libéral) fut la formation bourgeoise la plus importante en Suède. Il représente les professions libérales et les industriels « de progrès ». A la fin des années 60, il commence à décliner. Il est maintenant le plus petit des partis bourgeois.

Quant au parti social-démocrate, c'est là précisément l'objet de notre étude.⁽¹²⁾

Pour comprendre mieux les leçons de l'expérience politique de la social-démocratie suédoise, il faut absolument **situer l'apparition du parti social-démocrate dans l'histoire de la société suédoise**. Sinon, comment expliquer la pénétration des idées social-démocrates chez les travailleurs suédois, le maintien au pouvoir pendant 44 ans du parti social-démocrate et de sa politique de concertation patronat/syndicats, le peu d'emprise du parti communiste et le faible rayonnement de la théorie marxiste en Suède ?

Il n'existe pas de « modèle suédois » qui soit exportable comme du « prêt-à-porter », il n'existe qu'une histoire suédoise qui rend compte de l'évolution des contradictions économiques et politiques dans cette société.

(12) On ne trouvera malheureusement dans ce dossier que de faibles références à la place et à l'influence du parti communiste en Suède. Cette lacune est due à la brièveté de notre recherche et à notre manque de sources adéquates.

3

ORIGINE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

1. Le poids de l'histoire en Suède

Saviez-vous que les Suédois n'ont connu ni guerre de religion, ni soulèvements paysans massifs comme les « jacqueries » du Moyen-Age, ni occupation étrangère, ni conflits de nationalités, ni révolution bourgeoise comme la révolution française ? La dernière guerre des Suédois remonte à 1814, alors que le pays fut entraîné par l'Angleterre dans une coalition contre Napoléon. C'est ainsi que la Suède perdit le territoire de la Finlande au profit de la Russie qui se trouva confirmée dans son rôle d'ennemi héréditaire...

Donc, pas de guerre depuis 164 ans. Pas de tradition révolutionnaire non plus. Une tradition paysanne empreinte de démocratism et d'esprit communautaire, que la récente industrialisation et urbanisation n'ont pas encore anéanti.

Si on regarde l'histoire de la Suède, on réalise qu'elle fut très différente de celle de la France, par exemple. La Suède n'a jamais connu le système féodal du continent européen : les nobles et le clergé n'ont jamais pu y jouer le même rôle de « vampire du peuple » (exploitation féroce des paysans, des serfs, qui cultivaient leurs terres). Il exista toujours en Suède des communautés paysannes « libres » qui furent porteuses, jusqu'à très récemment, de valeurs profondément répandues dans la population suédoise : amour de la nature, respect de l'indépendance personnelle, réel esprit démocratique et communautaire, mœurs simples et non-conformistes. A preuve de ce dernier trait, mentionnons le fait qu'en 1930, seulement 47% des ménages avaient légalisé leur union, contre 62% en 1960 ! Ceci donne à penser que la tradition paysanne se montrait plus libérale en matière sexuelle que la société moderne capitaliste...

La bourgeoisie s'est développée lentement en Suède, de même que l'urbanisation (10% de la population vit dans les villes en 1850). La révolution française exerce son influence par la voie de réformes pacifiques. Il semble, en Suède, que les conflits de classes se soient généralement réglés d'en haut, c'est-à-dire par les appareils politiques. Par exemple, en 1865, le parlement fondé sur les « ordres » (noblesse, clergé, bourgeoisie, paysan) se réforme et fait place à un parlement élu, mais seulement par 9.5% de la population !

C'est à partir de cette époque que commencent à se dessiner les circonstances qui ont mené à la fondation du parti social-démocrate en 1889.

2. Les origines du parti social-démocrate : Formation de la classe ouvrière suédoise

L'industrie suédoise prend de l'expansion à la fin du XIXe siècle. Les ouvriers industriels passent de 90,000 en 1870 à 400,000 en 1900 ! Cette rapide augmentation de la population urbaine entraîne pour les travailleurs des conditions de vie épouvantables et une mortalité très élevée. Ces ouvriers sont exclus du suffrage universel et n'ont pas de moyens d'expression politique. Ils vont devoir lutter et se donner des organisations pour conquérir ces droits.

3. Pénétration des idées socialistes

La pénétration du socialisme en Suède fut tardive. En 1880 encore, il était largement ignoré. C'est August Palm, un tailleur qui avait travaillé au Danemark et en Allemagne où il avait connu le marxisme, qui l'introduisit au début des années 80. Dès l'abord, il revêtit un aspect extrêmement doctrinal, restant confiné à de petits groupes.

Il représentait surtout une condamnation totale et absolue du capitalisme, dont les maux devaient disparaître avec l'avènement du socialisme, qui d'emblée

serait total. Mais, comme cela n'était possible qu'à une phase plus avancée de la société, l'action positive des socialistes restait fort modeste, et leur impact sur le groupe des travailleurs très superficiel, malgré l'adhésion de certains qui étaient plus politisés, tels les ouvriers des syndicats de Stockholm en 1886.

A cette époque, existaient en Suède des mouvements populaires extrêmement vivants, tels que les sociétés de tempérance, d'éducation populaire et les premiers groupements du mouvement coopératif, mais ils trouvaient surtout leur inspiration chez les libéraux, qui représentaient l'extrême gauche de la vie politique, et dans les Eglises dissidentes. Ils tenaient de là **leur aspect humaniste et moralisateur**. Les syndicats qui se formaient participaient plus de cet esprit que de la pensée socialiste. Du coup les socialistes, loin d'essayer de s'en rapprocher, les condamnaient volontiers comme les défenseurs du système abhorré.

Sur un point, cependant, les socialistes s'engagèrent dans la vie politique du temps : dans la lutte pour l'élargissement du droit de suffrage, qui était encore très restreint dans la Suède d'alors. Cette première intervention dans la politique concrète, dans le sens d'un approfondissement de la démocratie traditionnelle, allait fortement les marquer : ils ne se séparèrent jamais de l'idée de la prééminence du bulletin de vote sur l'action directe.

Alors qu'en France, à la fin du XIXe siècle, les socialistes montrent les limites du suffrage universel et de la démocratie bourgeoise, suite aux élections de 1848⁽¹³⁾ et à l'expérience de la Commune de Paris, la lutte pour le suffrage universel en Suède, va marquer le mouvement ouvrier en devenant le principal objectif de la social-démocratie.

4. Fondation du parti social-démocrate

Le parti social-démocrate est fondé, en 1889, par l'union de 69 associations ouvrières locales. Son orientation s'inspire du programme des socialistes allemands dit de Gotha (1875), programme d'ailleurs fortement critiqué par Marx en son temps.

Après 1890, une nouvelle situation apparaît en Suède. L'industrialisation s'accélère fortement, et la clientèle du parti social-démocrate va s'élargir et se modifier, devenant plus ouvrière. Du même coup, il est amené à s'intéresser aux problèmes concrets des travailleurs et à ne pas seulement rêver à la révolution future. Il pénètre au Parlement en 1897, avec Branting, et peu à peu, de scrutin en scrutin, son assise parlementaire s'élargit, à mesure aussi que s'élargit le droit de vote.

5. Transformation de la doctrine sociale-démocrate

La Confédération générale du travail, la L.O. est créée en 1898, sous l'impulsion des militants sociaux-démocrates. L'adhésion des associations syndicales locales au parti fut d'abord obligatoire, ce qui contribua à tisser des liens extrêmement étroits entre le parti social-démocrate et les syndicats.

Dans ce contexte, un double mouvement s'opère. Le syndicalisme se rapproche de la social-démocratie et s'éloigne des libéraux, apportant avec lui une base ouvrière plus large ; en sens inverse, le parti social-démocrate se rapproche des mouvements populaires qu'il condamnait primitivement. Cela est particulièrement vrai des coopératives en plein essor, dont la direction échoit de plus en plus à des militants sociaux-démocrates. A leur contact, comme à celui des mouvements d'éducation populaire et de tempérance, le parti s'imprègne d'un moralisme teinté de religiosité ; c'est là un trait qui durera : l'éducation, une morale humaniste doivent dominer la vie publique ; jamais la fin ne doit justifier les moyens.

(13) Marx, Karl, *18 Brumaire*, Paris, Editions sociales, 1975

En 1911, en même temps qu'il fait un spectaculaire bond à l'Assemblée (en passant de 34 à 64 sièges), **le parti repense son programme en s'éloignant notablement de la théorie marxiste** qui était jusque là non discutée. On tend à la remplacer par un socialisme humaniste, encore que strictement suédois. Le socialisme des sociaux-démocrates devient progressivement une «façon de parler», même si à l'intérieur du parti se sont toujours manifestés certains courants «de gauche». Voici comment s'exprime un ancien militant du parti :

«La grande question fut de savoir comment conquérir les libertés politiques. Pour y parvenir, nous avions besoin de l'aide des partis bourgeois. Alors il fut décidé qu'il était sage de ne pas trop parler de grande révolution jusqu'à ce que nous obtenions avec les libéraux, partisans du suffrage universel, une majorité».(14)

Ce qui fut dit fut fait. A force de ne pas trop parler de grande révolution, on a fini tout simplement par **oublier** cet objectif sur le chemin des conquêtes parlementaires.

Le mouvement ouvrier mène, par ailleurs, de dures luttes pour obtenir ses droits : grève générale en 1901, après quelques réformes, durcissement de la bourgeoisie ; autre grève générale à l'été de 1909, touchant 300,000 ouvriers. Cette dernière offensive de la classe ouvrière se solda par un échec très grave qui eut pour effet de renforcer au sein du parti social-démocrate la tactique de la lutte parlementaire au détriment de la mobilisation et de l'organisation consciente des travailleurs.

L'acquisition du suffrage universel en 1918 apparut comme le mérite des sociaux-démocrates.

De 1920 à 1932, le parti social-démocrate est à de nombreuses reprises porté au pouvoir et tour à tour renversé par des coalitions des partis bourgeois : la situation n'est pas encore mûre pour la social-démocratie qui ne réussit pas à se maintenir au pouvoir. Des circonstances nouvelles vont changer le rapport de force entre les classes en Suède : 1) la crise de 1929, 2) la riposte sanglante de la bourgeoisie à Adalen en 1931.

(14) Arnault, Jacques, *op. cit.*

4

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU POUVOIR: 1932-1976

1. Le parti social-démocrate

La crise économique de 1929 atteint la Suède avec retard. En 1932, celle-ci compte 186.000 chômeurs. Entre temps un autre événement bouleverse la nation : des soldats ouvrent le feu sur des manifestants qui protestent contre la présence de briseurs de grève à Adalen. Résultat : 5 morts ! Cet événement constitua une date dans la vie du mouvement ouvrier suédois et une vague de révolte porta le parti social-démocrate au pouvoir en 1932. Il ne lui resta qu'à conserver le pouvoir et c'est ce qu'il fit grâce principalement à 2 mesures :

- 1) la réponse à certaines revendications populaires, et
- 2) la collaboration avec le patronat.

Dans cette conjoncture de crise économique et politique, la social-démocratie apparaît comme un moindre mal aux yeux de la bourgeoisie suédoise. Le parti social-démocrate est, en effet, l'instrument tout désigné pour gérer la crise : ses assises solides dans la classe ouvrière lui permettent de jouer efficacement son rôle de courroie de transmission entre les deux grandes forces antagoniques, la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Le parti social-démocrate va permettre à la machine capitaliste de surmonter la crise, premièrement en se gagnant la popularité des travailleurs par ses réformes sociales et en achetant ainsi leur accord au système, deuxièmement en guidant le mouvement ouvrier vers la voie de la concertation patrons/syndicats, et donc de la productivité.

2. L'exercice du pouvoir transforme la doctrine du parti

Au contact du pouvoir, dans le courant des années 30, les objectifs poursuivis par le parti subissent encore une profonde modification. Les objectifs se définissaient, au demeurant, plus par une pratique que par un corps de doctrine. L'idée d'une socialisation de l'économie est abandonnée ; la commission du parti qui étudiait le projet s'étiolé et disparaît. L'objectif se transfère vers le bien-être et l'égalisation des conditions de vie. La lutte des classes est remplacée par la recherche de compromis destinés à créer, autant que possible, un consensus général de tout le peuple suédois. Il faut signaler à ce propos que le parti préfère que ces compromis soient recherchés et conclus entre les intéressés directs avant qu'il intervienne pour les entériner. L'internationalisme, toujours affirmé, cède la place au souci de la nation ; le but devient la défense de la prospérité, de la liberté et de la démocratie en Suède. Les interventions à l'extérieur, verbales et empreintes de la plus grande prudence, dans un monde dangereux, sont faites au nom de la morale et non d'une doctrine politique. Cela est accompagné d'un renversement complet des positions en matière de défense. Enfin, la démocratie sous sa forme libérale et parlementaire n'est plus considérée comme étant un moyen commode de parvenir au pouvoir mais comme une fin absolue.

3. Les sociaux-démocrates et la crise

Des conditions particulières vont garantir le succès de la politique anti-crise des sociaux-démocrates. Dès 1933, l'économie suédoise commence à se sortir du marasme à cause de son commerce avec l'Allemagne nazie qui réclame des matières premières (fer) et des armes. L'impact économique de ces échanges fut déterminant pour la Suède. Le nombre des chômeurs passe de 190.000 en 1933 à 10.000 en 1937.

Bien sûr, le gouvernement social-démocrate porte à son crédit d'avoir introduit

des politiques sociales «avant-gardistes» pour l'époque, «keynésiennes» (15), avant l'heure, dirait-on: mesures de lutte contre le chômage, pensions de vieillesse, allocations logement, congés payés... Ces politiques sociales ont contribué, dans une moindre mesure, à relancer l'économie en assurant un certain pouvoir d'achat aux consommateurs, mais elles ont également servi à consolider politiquement la position du parti. Fort de ces atouts (les réformes), le gouvernement social-démocrate va maintenant encadrer le mouvement syndical en l'intégrant dans sa politique de concertation.

4. Face à la bourgeoisie, le parti social-démocrate définit son rôle

Prétextant que le peuple suédois n'est pas mûr pour le socialisme, le parti social-démocrate refuse de s'engager dans la lutte sur le terrain économique contre la bourgeoisie. Il propose aux dirigeants capitalistes de collaborer sur **2 plans essentiels**:

1) **Participer à la mise en valeur des ressources** de façon rationnelle, en respectant totalement la liberté d'entreprise, la propriété privée des moyens de production, le droit des capitalistes au profit, etc. L'État se propose d'être le «régulateur» des activités économiques. Comme le dira Olof Palme, dernier 1er ministre du gouvernement social-démocrate: «Notre socialisme est un socialisme de fonction et de gestion, non de production».(16) D'ailleurs, les sociaux-démocrates en Suède ne parlent à peu près jamais de nationalisations, d'autogestion, de pouvoir ouvrier.

Le gouvernement social-démocrate définit le nouveau rôle de l'État: assurer le plein emploi; aider les entreprises privées en difficulté, favoriser la formation et la mobilité de la main-d'oeuvre... En clair, le gouvernement social-démocrate se met gracieusement au service des patrons suédois. Son orientation va entraîner tout le mouvement syndical à sa suite.

2) **Organiser la paix industrielle et sociale**

Suite aux événements sanglants d'Adalen, les sociaux-démocrates proposent aux dirigeants capitalistes un pacte entre les patrons et les syndicats. C'est ce qu'on a appelé la politique de la concertation entre les agents producteurs, ou tout simplement la collaboration de classes. Certains accords passés entre les patrons et les syndicats dans les années 30 marquent encore la vie et la pensée du mouvement ouvrier suédois.

5. Les accords de Salsjobaden, 1938, et ses suites: mise en place de la concertation

Lors de la rencontre de Salsjobaden (espèce de sommet économique patrons/syndicats), les représentants ouvriers endossent le très fameux **article 32** des statuts de la SAF, article maintenant de plus en plus attaqué et remis en question. Cet article reconnaît «le droit pour l'employeur d'embaucher ou de congédier des ouvriers affiliés à n'importe quel syndicat ou n'appartenant à aucun syndicat».

La convention fixe la procédure de négociation: préavis de 8 jours avant le recours à la grève, conciliation obligatoire, interdiction d'actes de solidarité avec l'une des parties en cause... les législations s'apparentent au Code du Travail québécois (loi de 1944).

(15) Du nom de l'économiste anglais Keynes qui formula, dans les années 30, la théorie du rôle de l'État-interventionniste. Les «New Deal» américains et canadiens se sont inspirés de cette nouvelle conception.

(16) Maschino, Maurice, *op. cit.*

6. Les comités d'entreprise

En 1946, un second accord important institue des comités d'entreprise chargés de «faciliter une collaboration sans heurts entre employeurs et travailleurs en vue d'une production optima»⁽¹⁷⁾

L'accord prévoit que dans chaque entreprise où travaillent au moins 50 personnes doit être constitué un comité d'entreprise, dont il précise les fonctions, les obligations et les droits. Ces comités doivent être composés de représentants des ouvriers (membres de la Centrale syndicale L.O.), d'employés (membres de la T.C.O.) et de l'administration, étant entendu que le président du comité est désigné parmi les membres qui représentent les intérêts de l'employeur. En principe, la tâche des comités d'entreprises consiste à permettre au personnel de l'entreprise de prendre connaissance des plans de production, de la répartition des bénéfices et de la politique de cadres de l'entreprise. Néanmoins, l'accord est rédigé de façon que sur chaque question essentielle l'employeur a la possibilité de manoeuvrer et cela réduit l'activité des comités d'entreprises à des pures fonctions d'information, l'importance des informations à rendre publiques étant d'ailleurs déterminée par le patron. Les comités d'entreprises n'ont le droit de prendre aucune décision. Ils peuvent seulement exprimer leur avis, qui est ensuite discuté dans les organisations syndicales par le personnel de l'entreprise, et également par sa direction.

Le comité doit également être informé des changements importants dans l'activité de l'entreprise. En gros, cela est évidemment respecté par la direction, mais si celle-ci n'en fait rien cela n'a aucune conséquence. En général, les choses se passent de telle façon que les ouvriers et les employés ne sont informés des changements qui doivent survenir dans l'entreprise (par exemple sa fermeture, son transfert dans un autre endroit, des modifications dans le caractère de la production, etc.) que lorsque la décision est déjà prise. Il est rare que le comité d'entreprise soit informé préalablement, ou que l'on tienne compte de ses conseils et de son opinion.

Par conséquent, ni la législation, ni l'accord sur les comités d'entreprises ne modifient d'un iota les droits souverains des patrons.

7. Les accords nationaux

La SAF et la L.O. signent en 1959 des **accords nationaux de salaire**, accords que l'on va répéter en 1960, 1962, 1964 et 1966, etc... Ces accords comprennent une contrepartie : les 2 parties s'engagent à ne pas recourir à l'action directe (grève) pour obtenir une modification des conventions collectives pendant toute la durée de celles-ci, ou pour transmettre un différend quant à leur interprétation ou application. Sinon, le tribunal du travail tranche la question sans appel.

Cette procédure centralisée favorise le patronat suédois qui devient très concentré après la IIe guerre. Elle encourage aussi l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat, l'encadrement de l'activité ouvrière. La procédure des accords nationaux entraîne fatalement la **subordination absolue des syndicats locaux** et même des fédérations d'industries à l'autorité syndicale centrale. La L.O. adopta 3 règles de fonctionnement qui eurent pour effet de tuer à peu près toute initiative des syndicats : 1) en cas de conflit sur les lieux de travail, les organisations locales ne doivent pas prendre de décisions ; 2) une fédération d'industrie doit demander l'autorisation avant de lancer un mot d'ordre de grève s'il doit englober plus de 3% de ses membres ; 3) une fédération d'industrie peut opposer un veto aux décisions d'une organisation locale.

8. L'ordre règne dans l'usine

Et voilà ! Le mouvement syndical est ligoté. Le tour est joué et la paix règne dans l'industrie. Mais peut-on parler de paix industrielle ? Oui et non. De 1939 à 1966, 3 conflits seulement ont pris une forme généralisée et officielle (métallurgistes en

(17) Arnault, Jacques, *op. cit.*

1945, travailleurs de l'alimentation en 1953 et professeurs en 1966). Mais quand on y regarde de plus près, cette image rassurante se trouble un peu: uniquement dans le secteur de la métallurgie, on a dénombré, de 1949 à 1967, 324 «actions non-officielles» (visant surtout des problèmes de salaire), menées par les ouvriers sans ou contre l'avis des directions centrales. Pour obtenir un nombre plus réaliste des conflits, il faut doubler ce chiffre selon l'enquêteur.⁽¹⁸⁾ La classe ouvrière résiste également à ses conditions de travail par un absentéisme de plus en plus répandu et qui commence à inquiéter sérieusement le patronat.

Mais la paix industrielle ne résulte pas que de la politique de concertation. La concertation elle-même a trouvé un terrain extrêmement propice dans la conjoncture économique d'après-guerre en Suède. Jusqu'à ces dernières années les produits suédois ne cessèrent de faire l'objet d'une demande croissante sur le marché mondial, garantissant au patronat suédois des profits très élevés et favorisant une politique de plein emploi. De 1940 à 1970, l'augmentation de la valeur des exportations se chiffre ainsi: le bois et papier est multiplié par 8; le fer par 5.5; les métaux par 12; les machines, instruments et moyens de transport par 38!⁽¹⁹⁾

9. Les contradictions de l'économie suédoise

Les capitalistes suédois ont eu plus qu'ailleurs la possibilité d'offrir de hauts salaires, en échange de cette paix sociale. Mais quel est le prix de ce pacte pour les travailleurs suédois? Le paradis social n'est qu'illusion: en même temps que la société capitaliste semble nager dans l'abondance, elle construit elle-même les instruments de sa crise. En effet, le marché mondial s'est beaucoup modifié. La situation de quasi-monopole dans laquelle se trouvait la Suède en ce qui concerne le bois et le fer est mise en cause par l'arrivée, depuis les années 1960, de nouveaux pays producteurs (Québec, Amérique latine, Afrique).

Comment résister à la concurrence internationale? Les industriels suédois ont eu recours jusqu'à ce jour à 2 moyens principaux:

1) **La spécialisation de la production**

On concentre les efforts sur des produits de très haute qualité ou de technologie avancée. (Ex.: Volvo). On craint maintenant la concurrence de l'Allemagne et du Japon dans ces domaines. Cette haute spécialisation de l'industrie suédoise a eu pour conséquence l'accroissement des importations de produits manufacturés que l'on ne produisait pas ou plus, donc hausse de la dépendance face au marché mondial capitaliste.

2) **L'abaissement des coûts de production**

Trois phénomènes traduisent cet effort: l'accroissement de la productivité de la main-d'oeuvre, la tendance à freiner la hausse des salaires, et l'impérialisme.

A ce propos, la tendance est très nette à l'exportation d'une bonne partie de la production, de plusieurs grandes firmes, à l'extérieur du pays. Depuis 1960, les compagnies suédoises ont créé plus d'emplois à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Ne dit-on pas que Sao Paulo, avec ses 60,000 travailleurs brésiliens à l'emploi de compagnies suédoises, est devenue la 3e plus grande ville suédoise?

D'autre part, en Suède, on note depuis 1960 un accroissement moyen de 7.5% par an de la productivité (à comparer à 2.5% de 1950 à 1960). Les patrons ont utilisé des mesures comme la mécanisation, la rationalisation, les «études de travail», les déplacements d'ouvriers, les fusions et concentrations d'entreprises, pour tenter de réduire les coûts de production.

(18) Arnault, Jacques, *op. cit.*

(19) Arnault, Jacques, *op. cit.*

10. Le parti social-démocrate :
coincé entre les intérêts des
patrons et ceux des travailleurs

Cette politique a eu énormément de conséquences pour les travailleurs : fatigue accrue, maladies et accidents du travail, augmentation de l'absentéisme... Le gouvernement social-démocrate a bien **joué son rôle de garde-fou du système capitaliste** en multipliant dans cette conjoncture les mesures de lutte contre le chômage. Le mouvement syndical dans son ensemble commence à riposter et son action est plus nette à partir des années 1970, période qui constitue un autre tournant dans l'histoire de la social-démocratie suédoise.

Jusqu'en 1969, le gouvernement social-démocrate se mêle le moins possible du domaine du travail. Conformément à la définition de son rôle dans son pacte des années 30 avec la bourgeoisie, il concentre ses efforts dans la lutte contre le chômage, les réformes sociales et fiscales (impôts) : il organise la « paix sociale » et la « redistribution des richesses ». Les élections de 1973 et 1976 nous amèneront à faire un bilan de ces réalisations.

Mais, **fait nouveau** et signe des temps, le gouvernement social-démocrate, poussé de plus en plus par les revendications syndicales de la L.O. à laquelle il est intimement lié, commence à avancer une législation du travail à partir de 1969-1970. Là encore, le parti social-démocrate tentera de jouer son rôle de conciliateur des intérêts patronaux et syndicaux mais se verra bientôt coincé par les contradictions croissantes entre le capital et le travail.

Dans les années 40, la social-démocratie avait obtenu la majorité absolue des suffrages (53.8%). Après 1970, les blocs social-démocrate et bourgeois sont d'égale force, et le gouvernement doit chercher des alliances chez les libéraux pour se maintenir au pouvoir. Nous essayerons d'analyser les raisons de l'échec électoral de la social-démocratie en 1976, ainsi que ses répercussions.

5

1969-1976 : CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN SUÈDE

1. Conditions de vie des travailleurs :

Les conditions de vie en Suède ne sont pas si merveilleuses. Bien sûr, il y a peu de chômage : 3% en 1973, 2.2% en 1974, 1.5% en 1976. Mais les Suédois n'ont jamais connu des taux de chômage élevés et considèrent donc l'existence même du chômage comme scandaleuse.

2. Politique sociale

Les travailleurs bénéficient d'une certaine sécurité sociale (voir le chapitre sur les réformes sociales) et d'une pension de retraite avantageuse : elle représente les $\frac{2}{3}$ du salaire des 15 meilleures années de travail, sans compter les subventions régulières de l'État (subvention de logement, soins médicaux, dentaires, etc.). Mais dans l'ensemble, les politiques sociales se comparent à celles que l'on connaît au Québec.

3. Salaire

Les salaires sont, en général, élevés : le salaire moyen dans l'industrie était de \$12,000 en 1977. Il n'existe pas de salaire minimum en Suède, la L.O. s'étant, depuis toujours, opposée à cette stratégie syndicale. Selon la L.O., il faut viser au plus haut dans les salaires, et non pas donner la chance aux patrons de s'accrocher à un salaire minimum. Il faut ajouter qu'à peu près 90% des travailleurs sont syndiqués en Suède, ce qui donne un pouvoir de pression considérable aux syndicats.

Néanmoins, 60% des ouvriers sont encore payés à la pièce, et les salaires des femmes sont, en moyenne, inférieurs de 20% à ceux des hommes.(20)

4. Inflation

En Suède, une inflation de 12 à 13% par année mange les revenus des travailleurs. A peu près tous les prix des objets de consommation sont plus élevés en Suède qu'ailleurs en Europe. Par exemple, le travailleur suédois consacre 33% de son salaire à son logement, contre 21% pour les Français et maintenant 32% pour les Québécois. Un système de taxation et d'impôts très lourd gruge le salaire : tous les biens et services sont taxés à 20% (en 1977) et les travailleurs qui gagnent \$12,000 par an donnent en moyenne 35% de leur salaire en impôt. En somme, en Suède comme un peu partout, le salaire de l'ouvrier, c'est le minimum qu'il lui faut pour le faire vivre, lui et sa famille.

5. Le mouvement syndical se radicalise

C'est au niveau de l'organisation du travail même que le mécontentement des travailleurs se fait le plus sentir au tournant des années 60 : augmentation des cadences, nombreux déplacements de postes, ralentissement des salaires, piètres résultats des mécanismes de participation à la gestion de l'entreprise. La contestation des travailleurs gronde et c'est à Kiruna qu'a lieu le premier éclatement de colère. En 1969, 5,000 mineurs se mettent en grève pendant 3 mois et dénoncent l'attitude molle et collaboratrice de leur centrale : « A bas la L.O. ! A bas l'establishment ! »

Ils sont suivis par une usine Volvo en 1970, par les débardeurs et les cheminots en 1972, sans parler de multiples petites grèves « sauvages » qui éclatent ici et là... C'est un dérapage catastrophique pour la bourgeoisie. Où est la bien-heureuse paix sociale de 1950-1969 ?

(20) « Les écarts de salaire au Québec entre hommes et femmes, pour des emplois semblables, sont incroyablement grands : ils sont de l'ordre de 45% pour l'ensemble des emplois, s'élevant jusqu'à 55% pour certains emplois ». Comité de la Condition féminine CSN, op. cit., p. 44

Les poussées de la base syndicale vont forcer certains dirigeants syndicaux (pour la plupart aussi des membres influents du parti social-démocrate), à radicaliser leur discours, à prendre une distance critique face à la concertation. A partir de 1969-1970, on enregistre des déclarations d'un nouveau ton :

- «La chasse au rendement fait la vie de l'ouvrier inhumaine». (Ake Nilsson, président de la Fédération des ouvriers métallurgistes) ;
- «La politique des employeurs change en même temps que la situation économique. Dans une situation économique favorable, l'employeur est coopératif... si la situation économique est défavorable, il n'est pas aussi coopératif et s'oppose à toutes leurs demandes».(21)

En 1971, le congrès de la L.O. fait un bilan sévère et une critique radicale de la société suédoise. Le rapport du congrès constate, entre autres, l'inefficacité des structures de participation.

6. La réponse des sociaux-démocrates : un nouveau contrat social

Le gouvernement social-démocrate se devait d'intervenir pour recoller les pots cassés et se maintenir au pouvoir. C'est dans ce sens qu'il lancera, à la veille des élections de 1973, son grand programme de « démocratie industrielle ». Toujours fidèle à son principe de concilier loi du profit et égalité sociale, le parti social-démocrate propose un nouveau contrat social entre les travailleurs et les patrons. Sans attaquer fondamentalement le sacro-saint droit de gérance des patrons, le gouvernement avance 2 projets de loi concernant la législation du travail : 1) sur la sécurité du travail et 2) sur les conditions de travail.

Le premier projet propose une modification du fameux **paragraphe 32** de la convention de 1938 concernant le droit de gérance des patrons. Le projet veut réduire les droits des employeurs en étendant les droits de négociation et en abolissant la « préférence d'interprétation ». Celle-ci indiquait que l'employeur, en cas de litige, avait le privilège d'imposer un règlement, jusqu'à ce que le différend soit réglé devant un tribunal ou par des négociations.

Le second projet limite le droit de congédiement des patrons en les forçant à donner des **motifs valables** pour licencier du personnel. Une compression de personnel à la suite d'une diminution de production est cependant considérée comme un motif valable... Les compagnies doivent aussi avertir 6 mois à l'avance des fermetures ou mises-à-pied.

D'autres mesures visent à concéder des pouvoirs de décision plus considérables aux travailleurs en ce qui concerne leurs conditions de travail : ombudsman choisi par les ouvriers en leur sein, pour superviser les méthodes de travail (santé-sécurité). Le délégué ouvrier peut arrêter la production en cas de risque.

La plupart de ces mesures émanent directement des syndicats qui sont étroitement liés au parti social-démocrate et elles sont sévèrement critiquées par la SAF. Plus encore, le débat s'envenime autour d'un aspect du programme qui tend à autoriser le Fonds National de retraite à procéder à des opérations en bourse. Les patrons y voient une tentative du gouvernement et des syndicats(22) d'intervenir dans la vie économique et de se diriger vers une **socialisation de toute l'industrie!**

A la veille des élections de septembre 73, la situation politique des sociaux-démocrates se détériore. La droite commence à former une solide opposition mais les sociaux-démocrates s'attirent une fois de plus la confiance des travailleurs et renouvellent leur mandat par une majorité très précaire.

(21) Arnault, Jacques, *op. cit.*

(22) En 1973, la majorité des membres du Conseil d'administration du fonds de retraite appartient à la haute direction syndicale.

Enfin, sous le mot d'ordre retentissant de la « démocratie à l'usine », et sous le couvert de certaines améliorations, le gouvernement social-démocrate cautionne l'augmentation de la productivité exigée par les patrons et les immenses profits des multinationales suédoises. Le gouvernement social-démocrate ne réussit pas à colmater la brèche entre Capital et Travail.

7. Nouvelle charge des syndicats :
lutte contre le droit de
gérance des patrons

Après une brève période d'accalmie, les travailleurs suédois continuent leur lutte contre le droit de gérance des patrons (article 32 : le droit des patrons de décider de l'organisation du travail, de l'embauche et du congédiement). En 1974-1975, on compte en Suède autant de grèves qu'au Québec.

8. Débat sur le
socialisme en Suède

A partir du début de 1976, le mouvement ouvrier en entier s'agite autour d'un large débat sur le **sens du socialisme** en Suède. La L.O. avance le **projet Meidner** qui propose la création d'un fonds d'investissement destiné à recueillir chaque année un certain pourcentage (à peu près 20%) des profits des entreprises pour en faire la **propriété collective et indéniable des salariés**. Par ce moyen, les syndicats pourraient devenir copropriétaires des entreprises. Les débats autour de ce projet ont été au cœur de la dernière campagne électorale (sept. 76) et ont grandement contribué à l'organisation de la droite.

6

1976: BILAN DES RÉALISATIONS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

1. Le socialisme «à la suédoise»...?

Olof Palme prétend avoir adapté le marxisme à la «réalité suédoise»⁽²³⁾. La réalité suédoise, c'est une société capitaliste moderne où 17 gros monopoles contrôlent la vie économique, exploitent les travailleurs tout en leur accordant certains droits; 17 gros monopoles qui, de plus en plus, exportent leurs capitaux pour exploiter les peuples du Tiers-Monde (Afrique du Sud, Liberia, Brésil, Chili). Comment la social-démocratie s'est-elle adaptée à cette réalité? Comment-a-t-elle gagné l'adhésion des travailleurs à ce système?

2. La politique de plein-emploi: pivot de la social-démocratie

La Suède a été, jusqu'ici, un des pays les moins meurtris par la crise du système capitaliste mondial. Il faut dire aussi qu'en Suède, les effets de la crise se répercutent avec 6 à 12 mois de décalage.

Néanmoins, grâce aux mesures adoptées par les sociaux-démocrates, en 1973 le taux de chômage n'est que de 1.7%. En 1976, il se situait autour de 2 à 3%, ce qui était considéré comme grave.

Quelles sont ces mesures de lutte contre le chômage?

- Le gouvernement social-démocrate subventionne les entreprises qui embauchent les jeunes de moins de 25 ans: l'État rembourse entre la moitié et les trois-quarts des salaires pour chaque nouvel employé de cette catégorie.⁽²⁴⁾
- L'État finance la formation de la main-d'oeuvre (recyclage du personnel), plutôt que de payer de l'assurance-chômage. En 1970, le nombre des stagiaires qui suivent des cours est plus élevé que le nombre officiel de chômeurs.
- Il stimule le développement du secteur public: ex.: entre le printemps 1974 et le printemps 1976, le gouvernement embauche 120,000 employés supplémentaires, ce qui correspond à peu près au nombre des nouveaux arrivants sur le marché du travail.
- Par des mesures indirectes comme les politiques sociales, l'État soutient la productivité des entreprises (et donc l'emploi) en assurant un certain «revenu minimum garanti» à la population. Ceci a pour effet de stimuler la consommation intérieure de produits.
- Par des mesures plus directes, l'État a même subventionné en 1976 jusqu'à 20% de l'augmentation des stocks, ce qui constitue une autre forme d'appui à l'entreprise.
- Depuis quelques années, le gouvernement se penche sur la nécessité de se livrer à certaines nationalisations dans des secteurs menacés de faillite (chantiers navals, aciéries...) de façon à soutenir l'emploi. La concurrence étrangère est très dure dans ces domaines, de même que dans celui de la confection.

(23) *Monde Diplomatique*, sept. 1976

(24) *Monde Diplomatique*, avril 1977

Note: Selon certains industriels, 8 à 10% de leurs employés sont inoccupés et sont maintenus dans leur emploi par des mesures artificielles, ce qui encouragerait la hausse de l'absentéisme. L'industrie souffrirait de plus en plus d'une surcapacité de production et de personnel.

3. Ces mesures n'attaquent pas la cause du chômage

Malgré ces petites recettes-maison⁽²⁵⁾, les sociaux-démocrates en Suède ne peuvent lutter efficacement contre le courant. La Suède est un pays capitaliste, de plus en plus dépendant des marchés extérieurs, donc de plus en plus soumis aux fluctuations des crises mondiales. Dans certains secteurs, les commandes à l'exportation baissent et entraînent une baisse de 10% de la production. C'est le cas de Volvo dont les ventes aux U.S.A. et au Canada ont diminué.

En Suède, les coûts de production augmentent (augmentation des salaires de 40% entre 1974 et 1976, hausse des coûts du pétrole, etc.) et sont même de 15 à 20% supérieurs à ceux de l'Allemagne. Les compagnies suédoises, devant affronter la concurrence mondiale et maintenir leur taux de profit, exportent leurs capitaux et investissent dans d'autres pays industrialisés mais surtout dans le Tiers-Monde (Libéria): depuis 1960, n'oublions pas qu'elles ont créé plus d'emplois à l'extérieur de la Suède qu'à l'intérieur! Et le gouvernement social-démocrate ne peut rien à cela...

4. La Suède n'est pas un paradis social

On a souvent entendu vanter le système de sécurité sociale en Suède. Qu'en est-il au juste?

Jetons un coup d'oeil sur la situation des femmes. Les femmes suédoises n'ont, paraît-il, jamais connu les servitudes de l'Européenne du Sud; ce qui n'est en aucun cas le mérite particulier de la social-démocratie, mais bien plutôt le résultat d'une tradition rurale égalitariste et luthérienne. A preuve, les relâchements dans les liens du mariage des années 30. Les unions libres et les mères-célibataires n'ont jamais été sujets de scandales et d'humiliation.

C'est en continuité avec cette tradition qu'un certain nombre de politiques sociales avantagent les femmes: avortement libre, congés de maternité de six mois, prime à la naissance, priorité de logement aux mères soutien-de-famille, facilités de divorce, etc. C'est cependant sur le marché du travail que la loi capitaliste du profit rattrape ses droits et contredit les principes d'égalité chers aux Suédois: les meilleurs salaires et les postes de responsabilité sont pour les hommes.

Seulement 5% des enfants de 1 à 6 ans ont accès à des garderies (10% des enfants dont la mère travaille): c'est un problème social important en Suède.

Les pensions de vieillesse commençaient à 67 ans en 1974 et étaient complétées par différents programmes de soutien du revenu. Des logements sont habituellement réservés aux personnes âgées dans les immeubles ordinaires de façon à les intégrer à la vie sociale.

Le coût du logement rogne 33% du revenu des travailleurs. Depuis quelques années, on assiste à la démolition des centre-villes et à l'apparition de HLM laids et dispendieux, dans les banlieues des grandes villes.

Garderies insuffisantes, hôpitaux qui manquent de personnel, salles d'attente achalandées: on se croirait au Québec! D'ailleurs, à peu de chose près, on y retrouve les mêmes politiques sociales: allocations familiales, pensions de vieillesse, assurance-chômage, soins médicaux... sauf qu'en Suède, l'État paye la moitié des frais des soins dentaires aux adultes.

Là-bas comme ici, les politiques sociales ne répondent que très imparfaitement aux besoins de la population. Elles absorbent toutefois 29% des dépenses de l'État, dépenses sociales jugées essentielles à la politique de concertation et de paix sociale. Les Suédois n'oublient pas qu'ils payent chèrement ces cadeaux. La pression fiscale est un sujet de profond mécontentement chez la population et a contribué au renversement des sociaux-démocrates.

(25) Nos gouvernement fédéral et provincial ont l'intention de s'inspirer des mêmes recettes au Canada, particulièrement la politique qui consiste à subventionner les entreprises qui créent des emplois.

5. La politique fiscale des sociaux-démocrates : le mythe de la redistribution de la richesse.
- Comment le gouvernement social-démocrate finance-t-il ses réformes sociales ? En Suède, l'impôt sur le revenu est très lourd. En 1970, le prélèvement sur le revenu des personnes physiques et morales représente 43.6% du produit national brut (P.N.B.) suédois, contre 36.5% en Allemagne fédérale, 27.3% aux États-Unis, 21.8% au Japon.⁽²⁶⁾
- La politique fiscale du gouvernement social-démocrate poursuit **officiellement** deux buts :
- a) Un effet direct qui est la **réduction des différences de revenu et de fortune au sein de la population**. A cet égard, on établit un impôt sur le revenu des particuliers fortement progressif (tableau 2) qui a pour conséquence de réduire « l'éventail » des salaires. Ce qui n'empêche pas, les riches de devenir toujours plus riches, depuis la IIe guerre mondiale, selon une enquête effectuée en 1968⁽²⁷⁾ : 5% des ménages possèdent, en 1975, 50% de la fortune de l'ensemble des ménages. Pourquoi ? Le gouvernement social-démocrate refuse de taxer davantage la fortune pour ne pas nuire aux investissements et à l'emploi. Même si on impose assez lourdement les bénéfices des sociétés par action (54%)⁽²⁸⁾, il existe, en concession aux capitalistes, de très grandes facilités de déduire des revenus du capital les amortissements d'investissement. On constate néanmoins en 1970 que le système fiscal a réduit les écarts de revenus primaires d'environ 35%.
- Soulignons également que les contributions des salariés aux assurances sociales (rentes, pensions) sont entièrement à la charge des employeurs.
- b) Comme effet indirect, la politique fiscale vise à donner à l'État une marge de manoeuvre socio-économique permettant justement d'investir dans les politiques sociales. 51% du PNB est utilisé soit sous forme de transferts sociaux ($\frac{1}{3}$), soit sous forme d'investissements dans le secteur public et dans la consommation ($\frac{2}{3}$).
6. Ecart entre les objectifs officiels et la réalité
- Malgré des réformes appréciables, il faut surtout retenir les effets limités de celles-ci à comparer aux objectifs égalitaristes officiellement poursuivis par la social-démocratie. C'est sous le mot d'ordre d'égalité que les sociaux-démocrates consacrent l'inégalité fondamentale de la société suédoise fondée sur l'exploitation des travailleurs suédois.
7. Démocratie politique et politique extérieure des sociaux-démocrates
- La social-démocratie suédoise s'est attirée des sympathies mondiales pour sa prétendue démocratie politique et ses positions en matière de politique extérieure. Qu'en est-il au juste ?
- Au niveau interne, la démocratie politique a perdu beaucoup de plumes ces dernières années, conséquemment à l'aggravation de la crise économique : les sociaux-démocrates ont construit des centrales nucléaires malgré les opposants, ont démolé les centre-villes pour construire des HLM de béton ; un certain nombre de compagnies investissent en Afrique du Sud et au Chili au vu et au su de tous...
8. La politique de neutralité
- On a souvent entendu parler de la politique de neutralité de la Suède. Les sociaux-démocrates ont toujours été des anti-militaristes virulents. Olof Palme n'hésitait pas à descendre dans la rue pour manifester son opposition à la guerre du Viet-Nam.

(26) Lefranc, Georges, *op. cit.*

(27) *Monde Diplomatique*, janvier 1975

(28) Au Canada, le taux est de 51%

Ceci dit, la politique de neutralité a comme paradoxe d'entraîner des dépenses militaires énormes. La Suède est le 5e pays au monde pour les dépenses militaires per capita.⁽²⁹⁾ L'industrie de l'armement y tient donc une place extrêmement importante, et la politique de neutralité n'a pas empêché les capitalistes suédois de commercer avec l'Allemagne nazie des années 30.

Cette politique des sociaux-démocrates a néanmoins des répercussions sur un rapport de force mondial. Le gouvernement social-démocrate a maintes fois été le promoteur d'une communauté nordique qui partagerait des intérêts tant économiques que politiques et militaires.

En 1949, le 1er ministre Erlander propose la création d'un pacte de défense scandinave comprenant la Suède, la Norvège, le Danemark, pour faire opposition au pacte de l'OTAN. Ce bloc scandinave neutraliste ne verra jamais le jour, mais les Suédois reviennent à la charge avec la création du Conseil nordique en 1952. 16 ans de négociations mènent finalement à un accord sur la création d'une union économique nordique ou NORDEK en février 1970. Cette union demeure très fragile à cause de l'attrait que constitue le marché commun pour les pays scandinaves.

Nous n'examinerons pas ici l'influence de la social-démocratie suédoise au sein de la IIe Internationale socialiste, mais les nombreuses interventions politiques de la Suède ont témoigné de sa volonté d'étendre le principe de la neutralité et du respect de l'autonomie des peuples.

9. Une politique « d'aide aux petits pays »

Le gouvernement social-démocrate a mis de l'avant ces dernières années, sa doctrine d'« aide aux petits pays », ceux-ci considérés comme des alliés contre les super-puissances américaine et russe (la Suède s'identifiant aussi comme un petit pays). Le gouvernement social-démocrate a donc soutenu des positions anti-impérialistes et les revendications pour un nouvel ordre économique. Il a, de plus, apporté une aide politique et économique aux luttes de libération des pays du Tiers-Monde (Angola, Palestine, Cuba, Vietnam et dernièrement le cas du Chili de l'Unité Populaire). La Suède consacre maintenant 1% de son produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement.

Il faut cependant souligner deux choses. D'une part le parti social-démocrate était fortement incité à appuyer politiquement les luttes des pays du Tiers-Monde à cause d'un mouvement anti-impérialiste bien implanté chez le peuple suédois : en exemple, les nombreuses manifestations contre la guerre du Vietnam, les positions des syndicats des débardeurs et des métallos suédois refusant de traiter le cuivre chilien après le coup d'État⁽³⁰⁾, le boycott des marchandises d'Afrique du Sud par les dockers, etc.

D'autre part, les accords conclus par les sociaux-démocrates avec certains pays (Algérie, Mexique, Venezuela...) ont surtout une valeur symbolique étant donné les limites de l'intervention gouvernementale. La Suède s'est aussi objectée à des revendications économiques avancées par les pays du Tiers-Monde quand ça ne correspondait pas aux intérêts de son marché.

Malgré les limites absolues de la politique extérieure suédoise, la défaite électorale des sociaux-démocrates a été perçue comme un élément tout à fait négatif sur le plan international.

(29) Clark, Gérald, *op. cit.* p. C2

Note : La Suède vient après les États-Unis, l'URSS, l'Égypte et Israël.

(30) *L'affameur de Santiago est décoré*, production du comité Québec-Chili, 1976



DÉFAITE DES SOCIAUX SOCIAUX-DÉMOCRATES ET COALITION BOURGEOISE AU POUVOIR

1. Les conditions de la défaite

La défaite des sociaux-démocrates aux élections de 1976 n'est attribuable qu'à une perte de 0.7% des voix. Cet événement a confirmé la tendance à une très lente érosion des positions du parti depuis les années 60.

Au nombre des conditions qui ont contribué à la perte du pouvoir, mentionnons : le débat autour du projet Meidner des syndicats, la querelle sur le nucléaire, la pression fiscale et le mécontentement populaire vis-à-vis la centralisation et la bureaucratie d'État. Autour de ces questions, la coalition des partis bourgeois (libéral, centriste et conservateur) a organisé une large campagne anti-socialiste et anti-collectiviste, réclamant une société bâtie sur la liberté de choix de l'individu et des entreprises, et dénonçant donc le pouvoir étatique.

2. Tensions contradictoires au sein du parti

D'autre part, le parti social-démocrate est lui-même tiraillé par des pulsions contradictoires. Des interrogations nouvelles s'expriment chez les sociaux-démocrates et dans les syndicats. Des doutes naissent sur l'efficacité de la politique d'égalitarisme du gouvernement social-démocrate. De plus en plus de travailleurs constatent que l'économie capitaliste recrée les causes d'inégalité. Une société égalitaire est-elle concevable hors d'un changement profond de société? La social-démocratie est fort peu intervenue dans la sphère de la production, n'hésitant même pas à concéder des avantages considérables aux entreprises privées. Elle s'était montrée nettement moins dirigiste que bien des gouvernements orientés beaucoup plus à droite. De plus, le gouvernement social-démocrate est allé carrément à l'encontre des tendances écologiques (contre les centrales nucléaires) qui se manifestaient même dans le parti. Interrogations, doutes, mécontentements à propos de la mollesse de la politique sociale-démocrate et de son attitude complaisante envers le « progrès capitaliste ». Les débats sur le sens du socialisme qui traversent le mouvement ouvrier suédois depuis quelques années ont alimenté une certaine critique de gauche face au gouvernement social-démocrate.

3. Offensive des partis de droite

L'union du bloc bourgeois s'est faite en particulier contre le projet Meidner. Ce projet, tirant son nom d'un économiste de la L.O., visait à récupérer au profit des syndicats, une partie des profits patronaux, et attaquait ainsi directement la propriété du capital des entreprises. Les libéraux ont tenté vainement de substituer à ce projet une formule plus individualiste : chaque salarié pourrait être propriétaire d'actions à titre personnel et garder la faculté d'en disposer... Ce à quoi les syndicats se sont opposés.

Suite à la défaite des sociaux-démocrates, le projet est acheminé pour étude en commission parlementaire, et on prévoit qu'il fournira la base des affrontements des années 80.⁽³¹⁾

Les Suédois consommaient, en 1976, 6½ fois plus d'énergie nucléaire que les Français. Le gouvernement social-démocrate prévoyait la construction de 13 nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 1985. En s'engageant sur cette voie, les sociaux-démocrates ne faisaient qu'appliquer un de leurs grands principes :

(31) *Le Monde*, 3 août 1977, # 1500

«chacun est libre d'entreprendre». N'oublions pas que les capitalistes suédois cherchent à baisser leurs coûts de production et que les hausses récentes des prix du pétrole ont beaucoup touché l'économie suédoise.

Depuis 1970, un mouvement anti-nucléaire se développe en Suède. Le Parti centriste a fait des revendications anti-nucléaires son cheval de bataille, s'opposant ainsi aux libéraux et conservateurs qui appuyaient la politique des sociaux-démocrates. Certains estiment que ce débat a grandement contribué au déplacement de 4% des voix en faveur du parti du centre qui passe de 19.9% en 1970 à 24.1% en 1976.

Le parti social-démocrate détenait avant les élections une majorité très faible et d'autres facteurs ont amené son renversement. Dans le cadre de sa politique de démocratie sociale, le parti social-démocrate prévoyait favoriser, par toutes sortes de mesures, l'«égalisation» des salaires, attaquant ainsi les privilèges monétaires de certaines catégories de salariés, particulièrement les professionnels, les universitaires et aussi certaines couches de travailleurs spécialisés. Une opposition très vive s'éleva contre ces mesures, et entraîna, entre autres, l'appui des trois-quarts des intellectuels aux partis bourgeois.(32)

4. La coalition des 3 partis au pouvoir: le programme

Les sociaux-démocrates ont quitté le pouvoir au bon moment, semble-t-il. La coalition bourgeoise montre déjà de nombreux signes de division quant à son programme. Le nouveau gouvernement veut garantir la «fin du glissement vers la collectivisation», l'arrêt du processus de socialisation. Il se propose aussi d'alléger les taxes des petites entreprises, de «stimuler» les exportations, de favoriser les investissements et de combattre l'inflation. Poussée cependant par une forte opposition et tradition sociale-démocrate, la coalition au pouvoir se doit de poursuivre une certaine politique de «progrès social», et de continuer le mouvement de réformes amorcé par les sociaux-démocrates. C'est à ce titre que le nouveau gouvernement, ayant à sa tête un 1er ministre du parti du centre, décrète en 1977 le droit des travailleurs à 5 semaines de vacances payées.

5. Les divisions internes

De nombreux conflits s'annoncent entre les 3 partenaires du gouvernement de coalition. Des désaccords commencent à poindre sur l'importance des fonds alloués aux politiques sociales et sur le rôle de l'État (les centristes veulent restreindre ce rôle). Le débat sur l'énergie nucléaire n'est toujours pas clos. Le 1er ministre Fälldin, centriste, a dû capituler sur la question des centrales nucléaires, suite aux pressions des industriels et des 2 autres partis bourgeois. Ce fut un coup très dur pour le parti du centre et pour la crédibilité du gouvernement tout entier.

6. Détérioration des conditions économiques

Les difficultés économiques engendrées par la crise mondiale du capitalisme sont loin de s'atténuer. La croissance économique est stagnante: au début de 1970, elle était de 4 à 5% par année; en 1977, elle n'est plus que de 2%, et les prévisions sont nulles pour 1978.(33) La perte sur les marchés commerciaux est beaucoup plus rapide que dans tout autre pays européen. Finalement, l'inflation s'accélère et le niveau de vie est à la baisse.

Certains secteurs économiques sont très touchés par la crise: confection, textiles, sidérurgie, construction navale, automobile, pâte et papier. La Suède s'est mise à emprunter systématiquement à l'étranger, et le pays connaît maintenant le déficit budgétaire et le déficit extérieur les plus élevés des pays industriels.(34)

(32) *Le Monde Diplomatique*, sept. 1976

(33) Clark Gérald, *op. cit.*

(34) *Le Monde Diplomatique*, août 1977, # 281

Le gouvernement a procédé depuis octobre 1976 à 2 dévaluations de la «couronne» (monnaie suédoise), dans le but de rendre les produits suédois concurrentiels sur les marchés extérieurs. Cette mesure a cependant pour conséquence, aux dires des syndicats, d'augmenter l'inflation et d'amener la détérioration des conditions de vie des travailleurs (baisse de 10% de la valeur de la monnaie).

7. Offensive des capitalistes contre le mouvement ouvrier

Cette aggravation de la situation économique devient intolérable pour les capitalistes. Forts de leur appui du gouvernement, les patrons poursuivent leur campagne pour la «**réduction des coûts du travail**».

La SAF adopte une attitude beaucoup plus agressive à l'égard des travailleurs. Lors des négociations nationales sur les salaires, en 1977, la SAF déclare, à l'indignation générale des syndicats, qu'aucune augmentation de salaire ne sera consentie sans une augmentation correspondante de la productivité. La SAF fait part de son intention d'introduire une durée de travail hebdomadaire variable selon la conjoncture, et de réduire les dépenses à l'assurance-maladie.⁽³⁵⁾

A sa façon, M. Marcus Wallenberg, magnat de l'industrie suédoise, reprend l'expression désormais célèbre, «Finies les folies!». Il déclare que le pays a vécu au-dessus de ses moyens et qu'il faut maintenant payer la note... Un concert de lamentations s'élève pour ouvrir les yeux des Suédois à la dure réalité. Selon le nouveau gouvernement le temps est venu pour la Suède de faire des économies. En d'autres mots, on appelle les travailleurs suédois à se serrer la ceinture.

8. Bilan d'un an de pouvoir

En un court laps de temps, le nouveau gouvernement dut prendre des mesures en opposition pratiquement complète avec tout ce que les partis bourgeois avaient promis pendant la campagne électorale. Il poursuivit la politique pour laquelle il avait dénoncé les sociaux-démocrates. Il augmenta les impôts au lieu de les alléger; il intervint directement dans les entreprises en difficulté; il augmenta la part de l'État dans la propriété industrielle et soutint la concentration des entreprises. La plus grande fusion industrielle de l'histoire de la Suède, celle de Volvo et Saab, eut lieu sous les auspices du nouveau gouvernement. Presque toute la démagogie populiste, en particulier celle du parti du centre, fut réduite à rien. Voilà le bilan de la politique économique du premier gouvernement ouvertement bourgeois en Suède, depuis 1933.

On peut imaginer que les «mesures de crise» du nouveau gouvernement vont entraîner la riposte des travailleurs et risquent de donner beau jeu à la social-démocratie.

Après ce rapide aperçu de la situation économique et politique en Suède, il importe de voir quelles leçons nous pouvons tirer de l'expérience du mouvement ouvrier suédois.

(35) Asman, Benny, *op. cit.*, p. 18

8

CONCLUSION

1. La lutte des classes existe-t-elle en Suède?

Nous ne sommes pas en mesure de porter un jugement absolument complet sur l'expérience suédoise. Nous pouvons cependant dégager un certain nombre de constatations.

Les sociaux-démocrates ont depuis près de 50 ans banni l'expression « lutte des classes » de leur vocabulaire théorique, espérant peut-être par un tour de magie la faire disparaître aussi de la réalité. Malgré le « marxisme adapté » dont se réclame par moment Olof Palme, dernier 1er ministre social-démocrate, on réalise que le parti social-démocrate a toujours défendu des positions foncièrement anti-marxistes. Le parti social-démocrate s'est donné comme rôle de travailler, à travers l'appareil d'État, à concilier les intérêts des patrons et des travailleurs. Il a, par cette pratique politique, soutenu d'abord les intérêts d'une petite-bourgeoisie qui tire son pouvoir de ses liens privilégiés avec l'appareil syndical et l'État.

La situation politique des années 30 a poussé les capitalistes à conclure un pacte avec les sociaux-démocrates : le parti social-démocrate a servi à encadrer politiquement les revendications populaires et à acheter la paix industrielle par des réformes au niveau du travail et des politiques sociales.

Une conjoncture économique particulièrement favorable pour les patrons suédois leur a permis de concéder des salaires élevés et des réformes aux travailleurs. En un mot, les capitalistes suédois se sont « payé le luxe de la social-démocratie ».

Maintenant, à cause des difficultés de la crise et de la résistance des travailleurs face à leur exploitation, les capitalistes adoptent une stratégie d'affrontement, et les travailleurs font face à une autre réalité.

La lutte des classes en Suède n'a pas toujours pris des formes très ouvertes mais elle existait tout autant, malgré les réformes et les camouflages. Mentionnons 3 indices : l'écart des revenus, la sélection à l'école, le pouvoir dans l'entreprise.

Depuis la IIe guerre, les riches sont devenus de plus en plus riches en Suède. L'école qui, sous certains égards, applique des méthodes et des valeurs progressistes, illustre cependant bien les contradictions de la société suédoise. Très libérale au primaire et au secondaire (absence de sanctions, éducation sexuelle, progression au rythme de l'individu, formes de cogestion, absence d'écoles privées, etc...), l'école devient, au niveau supérieur, le lieu d'une féroce compétition et remplit bien son rôle de reproduction des classes sociales : seulement 19% des étudiants provenant des couches populaires se rendent à l'université et, de ce nombre, 8% obtiennent finalement un diplôme. Quant aux structures de participation à la gestion de l'entreprise, elles ne remettent pas en question le droit de gérance des capitalistes et sont l'objet de critiques sévères des syndicats.

2. Rien n'est jamais acquis dans le système capitaliste

Les conquêtes partielles des travailleurs, les gains réels, les réformes sociales qui sont cédées par la bourgeoisie dans certaines conditions peuvent toujours être retirés. Pensons à l'expérience terrible de certains gouvernements « réformistes » ou socialistes en Amérique latine (Uruguay, Chili...).

La social-démocratie en Suède contribue depuis des dizaines d'années à

masquer la réalité du système capitaliste aux travailleurs. Les mesures sociales du gouvernement social-démocrate (lutte contre le chômage, contre la pauvreté, etc.) n'ont jamais attaqué la cause première des problèmes sociaux. Elles ont été des baumes, des cataplasmes. La social-démocratie n'a jamais remis en question les bases même de la société : la propriété privée capitaliste des moyens de production et la division sociale du travail.

3. Une nouvelle étape dans la lutte des classes

L'expérience récente de la social-démocratie suédoise a, semble-t-il, touché un point limite. Elle illustre ce que la classe ouvrière, dans certaines conditions, peut, en utilisant l'ensemble des appareils d'État, arracher au capital sans toucher à la structure de la production.

Cependant, la bataille ne se termine pas là. Dans la classe ouvrière, le changement de gouvernement a été clairement perçu comme un changement pour le pire, et non pour le mieux. Bien que le soutien à la social-démocratie ait été purement passif durant de longues années, le gouvernement était vu par la grande majorité de la classe ouvrière comme un défenseur des intérêts des salariés. Mais sa chute n'a pas du tout démoralisé les travailleurs. L'intensification de l'activité ouvrière, qui avait émergé avant les élections, s'est poursuivie à un rythme accéléré. Une radicalisation -certes lente et par bien des aspects partielle- de la classe ouvrière suédoise est en train de prendre corps. Le changement de gouvernement, loin de freiner ce processus, contribuera au contraire à l'accélérer. Cette radicalisation s'est exprimée de multiples façons. Au contraire de la spectaculaire vague de grèves sauvages de 1969/1971, qui étaient en conflit ouvert avec les syndicats, la radicalisation actuelle prend la forme d'une augmentation de la participation ouvrière aux activités syndicales. 200,000 travailleurs ont pris part aux cercles d'étude organisés par les syndicats, l'an dernier, ce qui manifeste un regain d'intérêt considérable par rapport au passé. Les sujets étudiés sont évidemment sélectionnés par les sociaux-démocrates et touchent toutes sortes de domaines, depuis la façon de diriger une réunion syndicale jusqu'à des éléments de microéconomie (pour préparer les cadres à un fonctionnement responsable dans les organes de participation). La participation aux réunions syndicales croît partout dans le pays et les adhésions au syndicat et au parti social-démocrate se multiplient. Les travailleurs ont aussi riposté fermement à plusieurs tentatives de décréter soudainement des fermetures d'usines. 600,000 personnes ont manifesté pour le 1er mai en Suède en 1977, ce qui dépasse de 2 à 3 fois la moyenne des manifestations durant les 6 dernières années.(36)

Il semble donc que la défaite électorale ait redonné un regain de vie au parti social-démocrate : un récent sondage indiquait que son influence électorale avait passé de 40% en mai 1976 à 50% au début de juin 1977.(37) Même si le parti s'accapare les mérites de la combativité, il semble clair que les travailleurs suédois démasquent de plus en plus à travers leurs luttes, la vraie nature du capitalisme, et s'engagent dans des pratiques plus offensives face à leurs ennemis de classe. Le parti social-démocrate devra maintenant composer avec une classe ouvrière plus combative et plus consciente de ses intérêts.

(36) Asman Benny, *op. cit.*, p. 19

(37) Asman Benny, *idem*, p. 20

9

TABLEAU I: HISTOIRE POLITIQUE EN SUÈDE

Années	Parti Social-démocrate	Parti communiste	Parti libéral	Parti du centre	Parti conservateur
1921					
1932	41.7%	8.3%			
1940	53.8% majorité absolue				
1968	50.1%	3%	14.3%	15.7%	12.9%
1970	43.4%	4.8%	16.2%	19.9%	11.5%
1973	43.6%	5%			
1976	42.7%	4.7%	11%	24.1%	15.6%

Les rectangles tramés représentent les coalitions au pouvoir.

10

TABLEAU II: TABLEAU DES REVENUS EN SUÈDE EN 1976

Revenu annuel en couronnes avant les déductions de base *	Nombre de titulaires (en milliers)	Impôt d'État (fortement progressif)
15,000 (pension de base, allocation logement)	1,700	3%
20,000	600	4%
30,000	1,100	7%
40,000 (revenu annuel moyen d'un ouvrier d'usine temps plein)	1,000	12%
50,000	500	16%
60,000	300	20%
75,000	200	24%
100,000 (ex. prof. d'univ. gagne un peu moins)	150	30%
200,000	35	42%
plus de 200,000	15	42%

Au 31 janvier 1978, une couronne valait 0.23 sous canadiens

D O S S I E R C F P

SOCIAL-DEMOCRATIE: LA SUEDE

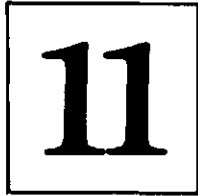
Les délais d'imprimerie ne nous ont malheureusement pas permis d'incorporer au dossier des données nouvelles sur les lois du travail et les lois sociales en Suède (congés familiaux, vacances, assurance-chômage, etc). Vous pouvez, si vous le désirez, vous procurer de plus amples renseignements sur ces sujets au centre de documentation du Centre de Formation Populaire.

Voici quelques chiffres plus récents (été 1977) sur la Suède:

- . La population de la Suède en 1978 atteint 8.2 millions d'habitants. Au-delà de 3 millions de personnes sont syndiquées. Le taux de participation de la population active féminine au marché du travail en 1977 est de 62 %.
- . Les organisations du mouvement ouvrier:
 - La L.O., fondée en 1898, compte maintenant 2,000,000 membres. Elle regroupe 90 à 95 % des travailleurs de l'industrie. 175 permanents y sont affectés à la formation et les sessions de formation syndicale rejoignent à peu près 300,000 travailleurs par année.
 - La T.C.O. (cols blancs), fondée en 1944, possède au-delà de 1,000,000 de membres. Son membership connaît une progression constante. Lors des dernières élections (sept. 1976), la moitié des votes de la T.C.O. sont allés aux partis de la coalition de droite.
 - La S.A.C.O. regroupe 130,000 diplômés (universitaires, cadres...).
 - Le parti social-démocrate compte à peu près 1,000,000 de membres, dont 75 % proviennent de la L.O., sous forme de syndicats affiliés.
 - Le parti communiste suédois a, lui, 16,000 adhérents.
 - Les coopératives et les diverses organisations de masses rejoignent 1.8 million de suédois. A titre d'exemple, les associations de locataires touchent 347,056 personnes.

Ces données peuvent servir de complément au dossier.

L'auteur,
mars 1978



BIBLIOGRAPHIE

1. Journaux et revues

Le Monde Diplomatique :

mars 70, sept. 73, déc. 74, janv. 77, août 77.

Le Monde :

3 août 77

Montreal Star :

28 janvier 1978

Politique-Hebdo :

3 octobre 1977, 1^{er} octobre 1976, 12 décembre 1976.

Imprécor :

no 9, 23 juin 1977

Révolution québécois :

no 4 1964.

2. Livres et dossiers

ARDANT, Gabriel, **La Révolution suédoise**, Paris, éditions Robert Laffont, 1976.

ARNAULT, Jacques, **Le « socialisme » suédois**, Paris, Editions sociales, 1970.

BRANDT, KREISKY, PALME, **La social-démocratie et l'avenir**, Paris, Gallimard, 1976.

COMITÉ QUÉBEC-CHILI, **Deux orientations politiques dans le travail de solidarité avec le peuple chilien**, document, Montréal, 1976.

JEANNENEY, Ulla, **Le socialisme suédois, une expérience**, Hatier, 1976.

LEFRANC, Georges, **Le Socialisme Réformiste**, Paris, P.U.F., 1971.

PARENT, Jean, **Le modèle suédois**, Callman-Lévy, 1970.

SVANSTRÖN et PALNSTIERNA, **Histoire de la Suède**, Stock, 1947.

On peut se procurer
les dossiers du C.F.P. au :

CENTRE DE FORMATION POPULAIRE
1750, rue St-Denis
Montréal, P.Q. H2X 3K6
téléphone : 842-2548

Dépôt légal :
Premier trimestre 1978
Bibliothèque nationale du Québec

Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation
réservés.